

~~~~~  
**TOUS LES LECTEURS DE LA REVUE**

sont fraternellement invités par notre Groupe

à la

## **REUNION PUBLIQUE**

organisée le

**Vendredi 4 Novembre, à 20 h. 30**

**au Palais de la Mutualité**

(Métro : Maubert-Mutualité)



L'ordre du jour de la réunion comporte la discussion des numéros 3 et 4 de la Revue, les critiques exprimées par les lecteurs et leurs suggestions pour les numéros suivants.

La salle de la réunion sera affichée au tableau.



La première réunion du cycle de conférences sur l'œuvre de Lénine, et auxquelles tous les lecteurs sont invités aura lieu le

**11 NOVEMBRE 1949, à 20 h. 30**

**au Palais de la Mutualité**  
~~~~~

SOCIALISME OU BARBARIE

LES KOLKHOZ PENDANT LA GUERRE

Cet article, écrit par un camarade de langue allemande de la IV^e Internationale, avait été envoyé au Secrétariat International de celle-ci il y a un an. Comme il n'a pas été publié à ce jour dans la presse trotskiste — et étant donné son contenu, il ne semble pas qu'il le sera — et comme il présente un intérêt non négligeable, nous croyons de notre devoir de le faire connaître.

L'intérêt de l'article ne se trouve pas seulement dans sa documentation abondante, mais surtout dans la capacité de son auteur de déceler l'aspect fondamental de l'économie kolkhozienne bureaucratique, c'est-à-dire le caractère capitaliste d'état de ces exploitations, et la prédominance du pouvoir étatique central sur les tendances « individualistes » des paysans. En revanche, l'auteur reste sur quelques points prisonnier de la conception trotskiste traditionnelle. Ceci est vrai en particulier, d'une part, pour ce qui concerne l'analyse des « tendances individualistes des paysans » et la « tendance de la bureaucratie vers l'appropriation privée », d'autre part, pour l'idée vague qu'il se fait de la bureaucratie en tant que formation sociale et pour l'utilisation du concept dépourvu de sens de « propriété collective ». La position de notre groupe sur ces points est exprimée dans l'article de P. Chaulieu publié dans le présent numéro.

L'agriculture de l'Union Soviétique a souffert, comme il est bien connu, très sévèrement des suites de la guerre totale, beaucoup plus sévèrement que celle des pays voisins de l'Europe centrale. Ce n'est pas seulement que sur le territoire soviétique, les opérations militaires proprement dites ont duré beaucoup plus longtemps et que les dévastations faites par l'Armée allemande furent beaucoup plus étendues et systématiques, mais aussi sa structure plus compliquée rendait l'agriculture soviétique moderne plus vulnérable que celle, techniquement arriérée et pour une très grande partie reposant sur la petite exploitation paysanne, des pays voisins. Il suffit seulement de rappeler la mécanisation si forte de l'agriculture soviétique et — ce qui s'en suivait — sa dépendance de l'industrie des tracteurs, etc... La destruction étendue de sa base technique ne pouvait que la toucher très durement et conduire à un recul très important de la productivité du travail agricole; par là même et simultanément, les *tendances centrifuges* dans le village soviétique ont été puissamment

favorisées. Car qu'est-ce que pouvaient faire d'autre les paysans de ces kolkhoz dans le domaine desquels la plus grande partie des tracteurs agricoles, des autos, etc... avaient été détruits ou enlevés et où même, le plus souvent, les chevaux de trait ont été perdus, que pouvaient-ils faire, sinon de retourner vers les vieilles méthodes primitives de travail et consacrer leur force de travail avant tout à leurs petites « parcelles individuelles » (priusadebnuyje, utschastki) et à la culture privée de pommes de terre, de produits de jardinage, etc... ?

Ceci est en tout cas pleinement valable seulement pour ces territoires de l'Union Soviétique — en réalité extrêmement étendus — qui durant la guerre étaient devenus le théâtre immédiat des opérations militaires et qui aussi avaient été temporairement occupés par les Allemands. Le système économique collectiviste dans la Russie non occupée a tenu bon malgré tout; il s'est démontré extrêmement solide et contribua d'une manière décisive à la victoire de l'Union Soviétique. Néanmoins, sous la pression de la guerre, ici aussi des fêlures considérables et des « formes rétrogrades » spécifiques se firent jour. L'industrie mécanique dirigée avant tout vers la production d'engins de guerre ne pouvait naturellement ni remplacer les tracteurs, autos, faucheuses, etc... hors d'usage, ni fournir les pièces de rechange nécessaires (1); tout autant l'industrie chimique n'était pas à même d'offrir au village des quantités suffisantes d'engrais, cependant que les moyens de transport, utilisés au delà de toute limite, ne pouvaient pas assurer normalement l'approvisionnement des kolkhoz en essence, etc... A toutes ces causes vint s'ajouter le fait que le village était dans la plupart des cas dépouillé des forces de travail masculines et que précisément les forces de travail qualifié les plus importantes (conducteurs de tracteurs, etc.) étaient mobilisées pour l'armée. Cependant l'Etat devait simultanément, pour pourvoir aux besoins en matériel humain d'une armée gigantesque et d'une industrie étendue, demander au village — malgré la chute importante des rendements — non pas moins, mais beaucoup plus de céréales. Mais plus l'Etat prenait, moins il en restait pour les paysans eux-mêmes et moindre devenait naturellement le salaire en nature pour les journées de travail qu'ils avaient fourni au

(1) Au contraire : comme on apprend par un article publié dans la Revue *Bolchevik* (n° 4 de 1946, p. 29), « pendant la guerre on a dû prendre à l'agriculture, pour les besoins de l'Armée Rouge, une partie importante des tracteurs et des véhicules lourds ». Ainsi « le nombre des tracteurs dans les kolkhoz des territoires non occupés a baissé de 32 %, celui des autos de 80 % ».

kolkhoz. Tous ces facteurs poussèrent les familles de paysans kolkhoziens à se consacrer encore plus que par le passé à la culture de leurs parcelles individuelles pour compenser ainsi la chute de leurs revenus de kolkhoz. A ceci s'ajoute encore que la montée constante des prix de tous les produits agricoles sur le marché noir a fait apparaître cette petite production privée des paysans — les produits de jardinage, l'élevage du petit bétail et de la volaille — comme de plus en plus rémunératrice.

Mais il y avait plus. Les tendances centrifuges au village ont été aussi encouragées par la politique des autorités locales du Parti et de l'Etat, qui se sont adjugé durant la guerre des étendues considérables de la terre appartenant aux kolkhoz pour établir là-dessus des exploitations « de secours » propres, cultivées naturellement par le travail forcé des paysans kolkhoziens, qui devaient servir à l'entretien supplémentaire de la technocratie et de la bureaucratie locales et étaient évidemment par là soustraites à l'impôt en nature normal de l'Etat. Et finalement les autorités kolkhoziennes proprement dites ont aussi contribué par leurs méthodes à ébranler la discipline du travail dans les kolkhoz et à laisser apparaître l'appartenance au kolkhoz de plus en plus comme un joug pesant. Rien d'étonnant si la productivité du travail kolkhozien s'abaissa constamment, cependant que la culture des petites parcelles individuelles des paysans prenait une importance de plus en plus grande.

Il est clair que, aussi longtemps que la guerre durait, le Gouvernement Soviétique ne pouvait pas s'opposer sérieusement à ce processus spontané d'extension du secteur « privé » dans le village kolkhozien. Dans ces circonstances il ne lui restait pas d'autre issue que de serrer encore la vis, par l'élévation du minimum de travail légalement déterminé en 1939, de la prestation de travail des paysans sur le territoire du kolkhoz dans la mesure de possible et ainsi de se garantir le quantum nécessaire de prestations en nature de la part des kolkhoz. Mais depuis la fin de la guerre le problème se pose de la manière suivante : Tout dépend de la rapidité avec laquelle l'Etat Soviétique peut de nouveau équiper son parc de machines agricoles et renouveler son bétail agricole. « Il accomplira cette tâche rapidement », écrivait (d'une manière trop optimiste) l'*Economist* de Londres en 1944, « s'il importe les tracteurs, les autos et le bétail de l'étranger — par contre, il l'accomplira lentement si pendant la reconstruction de la colonne vertébrale du système économique collectiviste il ne veut s'appuyer que sur les forces russes. S'il se décidait pour

la deuxième voie, alors l'agriculture russe rencontrera presque certainement dans les années d'après-guerre des difficultés considérables... », cependant que « la stagnation sera vraisemblablement accompagnée d'un réveil partiel des tendances individualistes dans le village. »

LA LOI SUR LES KOLKHOZ DU 19 SEPTEMBRE 1946

Combien ce pronostic était juste, fut démontré déjà deux ans plus tard, lorsque le Gouvernement soviétique sous la pression de difficultés économiques et politiques considérables (la récolte catastrophique de 1946, la croissance des tensions politiques intérieures et extérieures) s'est vu obligé, par la décision du Conseil des Ministres du 19 septembre 1946, de déclancher à nouveau la lutte contre les tendances économiques privées dans le village soviétique, qui s'étaient renforcées. Voilà en bref le contenu de cette loi hautement significative :

Le Conseil des Ministres de l'Union Soviétique et le Comité Central du Parti Communiste constatent, dans l'exposé des motifs de la loi, l'existence de défauts sérieux « qui sont extrêmement nuisibles à la cause des kolkhoz et apparaissent comme extrêmement dangereux pour l'ensemble de la construction socialiste de notre pays ». Ces crimes consistent : 1° dans le calcul et la dépense incorrecte des « journées de travail » (trudodni) dans les kolkhoz; 2° dans l'usurpation des terres communes des kolkhoz; 3° dans l'appropriation arbitraire du patrimoine des kolkhoz; et 4° dans la non prise en considération des « fondements démocratiques » de l'administration des kolkhoz.

On développe ainsi les points particuliers :

1. On mentionne avant tout le gonflement anormal et disproportionnel du personnel administratif et la dépense trop grande de journées de travail et d'argent pour des buts administratifs. Il s'ensuit que dans plusieurs kolkhoz il manque des travailleurs de campagne, cependant que l'on trouve dans l'administration beaucoup de gens qui n'ont rien à faire qui reçoivent malgré cela un traitement supérieur à celui des ouvriers productifs. Même les travaux spécifiques, faits par des paysans kolkhoziens pour les différentes administrations locales (ainsi par exemple des réparations de bâtiments et de maisons d'habitation, la coupe de bois destiné au chauffage, des travaux de transport, etc.) sont comptés comme journées

de travail et imputés au kolkhoz lui-même. Et finalement même les coiffeurs, tailleurs, cordonniers et autres artisans sont, à proportion de leurs journées de travail, à charge du fonds commun du kolkhoz, tandis qu'ils devraient être payés individuellement par leurs clients pour le travail qu'ils font. Tout ceci conduit « à la dépréciation de la journée de travail, à la diminution des ressources qui doivent être réparties selon le nombre de journées de travail et, conséquemment, à la diminution de l'intérêt que portent les paysans au travail kolkhozien ».

2. Malgré la loi du 27 mai 1939 (2), l'appropriation arbitraire des terres d'exploitation communes du kolkhoz est devenue de nouveau un phénomène répandu à une large échelle. Les parcelles d'exploitation individuelle sont petit à petit « arrondies », avec ou sans le consentement des autorités kolkhoziennes, — mais aussi, d'un autre côté, les terres kolkhoziennes sont laissées aux différentes administrations et organisations pour l'établissement d'exploitations dites « de secours » (3). Les deux phénomènes mènent à la diminution du fonds de terres des kolkhoz, minent l'exploitation commune du sol et par là nuisent aux intérêts de l'économie et de l'Etat.

3. Tout autant nuisibles s'avèrent différents abus de la part des fonctionnaires de l'Etat et du Parti en tant qu'individus, qui se font livrer par les kolkhoz sans payer ou contre un paiement nominal des bêtes, des céréales, de la viande, des fruits, du lait, du miel, etc... et qui, en général, ont l'habitude de puiser « sans aucune honte dans la propriété des kolkhoz comme dans leur propre poche ».

4. Dans plusieurs kolkhoz les paysans sont en fait exclus de toute participation à l'administration du kolkhoz, et particulièrement par le fait que depuis longtemps on ne convoque plus du tout des assemblées générales des membres du kolkhoz et que les dirigeants et fonctionnaires des kolkhoz ne sont pas élus par les paysans eux-mêmes, mais sont tout simplement nommés et destitués par les instances de l'Etat et du Parti. Les paysans kolkhoziens n'ont ainsi aucune influence sur la gestion des affaires du kolkhoz et sur la répartition des revenus des collectives, ce qui conduit tout naturellement à

(2) En ce qui concerne cette loi, voir plus loin.

(3) A propos de ces « exploitations de secours », on lit dans un article des *Izvestia* du 7 septembre 1948 : « Les statistiques les plus exactes du territoire (il s'agit du territoire de Tchéliabinsk) rapportent que les autorités soviétiques et les organisations sociales qui mènent ici les « exploitations de secours » pourront récolter cette année plus de 500.000 pouds de céréales. Mais combien ces exploitations en livreront elles à l'Etat ? 2 à 3 % de la récolte brute escomptée. »

des abus de la part des fonctionnaires des kolkhoz, qui se croient indépendants des membres et perdent tout sentiment de responsabilité vis-à-vis de ceux-ci.

Pour surmonter tous ces abus, le Conseil des Ministres et le Comité Central décident une série de mesures, dont les plus importantes sont :

Les dirigeants des organisations du Parti et des administrations étatiques sont obligés, dans l'espace de deux mois suivant la publication de la loi, de réduire aux dimensions appropriées l'appareil administratif démesurément gonflé des kolkhoz, comme aussi les « dépenses administratives » de ceux-ci. Ils doivent de plus, jusqu'au 15 novembre 1946, entreprendre dans tous les kolkhoz, sur la base du registre foncier, une révision de la possession des terres et faire de manière que toutes les terres soustraites aux kolkhoz reviennent à la possession de ceux-ci. De même, tous les biens acquis d'une manière injustifiable au détriment du patrimoine des kolkhoz doivent leur être restitués; dans l'avenir des pareilles incursions dans le patrimoine kolkhozien de la part des organes de l'Etat ou du Parti sont strictement interdites. Les fondements démocratiques de l'administration kolkhozienne doivent être rétablis; en général, toutes les déviations de la politique du Parti dans les affaires kolkhoziennes doivent être considérées comme des actes dirigés contre les kolkhoz et l'Etat et les coupables doivent être traduits en justice en tant que criminels. Enfin, il est créé auprès du Gouvernement de l'Union Soviétique un *Conseil* (Soviet) spécial pour les affaires kolkhoziennes, auquel appartient le contrôle de l'observation du statut kolkhozien et la décision sur toutes les questions concernant la construction des kolkhoz, Conseil dont les représentants auprès des républiques, territoires et provinces de l'Union Soviétique doivent être indépendants des autorités locales (vis-à-vis desquelles on est visiblement méfiant sous ce rapport).

LE VERITABLE ARRIERE-FONDS

Voilà pour ce qui concerne la loi du 19 septembre 1946. Comme nous voyons, il s'agit ici de mesures extrêmement rigoureuses, pénétrant profondément l'ensemble de la vie des paysans kolkhoziens. Aucun doute que le Gouvernement,

— pour empêcher une régression encore plus grande des prestations en nature à l'Etat — a dû s'opposer avec toute la fermeté nécessaire aux tendances économiques individualistes des paysans et aux tendances spécifiques de la bureaucratie étatique locale, et qu'il est parvenu pour le moment à maîtriser cette situation dangereuse. Mais — et ici encore une fois apparaît la question fatale — *dans quelle mesure les décisions étatiques s'avèreront-elles complètement réalisables et surtout économiquement efficaces?* Les tracteurs, camions, batteuses, etc... ne peuvent pas être produits en un tour de main (4) et aussi longtemps que ces machines agricoles n'existent pas dans une mesure suffisante, les tendances économiques individualistes se reproduiront de nouveau, rien que par cette raison. Cependant il n'y a là qu'un *seul côté* de la question (aussi important que ce côté puisse être). Les racines réelles du mal se trouvent *beaucoup plus profondément*. Très instructive sous ce rapport est la loi déjà mentionnée du 27 mai 1939, dans laquelle le Gouvernement, dans une situation totalement différente (dans une période de montée relative de l'économie kolkhozienne et d'existence d'un parc de machines agricoles intact) a dû s'opposer avec toute la rigueur possible à ces mêmes tendances économiques individualistes, et surtout aux augmentations illicites des parcelles individuelles des paysans et à la « répulsion au travail » manifestée par ceux-ci. Il reconnaissait ainsi lui-même que même la « collectivisation énergique » et la « liquidation des coulaks en tant que classe » de la politique stalinienne ne pouvaient offrir aucune réelle solution du conflit entre le pouvoir étatique et la classe paysanne et que ce conflit s'enflammait maintenant à nouveau sur un plan différent. A cette situation la politique des concessions aux paysans inaugurée plus tard (la période dite « Nep des kolkhoz » des années 1935-1938) n'a rien pu changer d'essentiel. Ceci pour la simple raison que le village russe était encore trop pauvre pour pouvoir subir le coût énorme de l'industrialisation en même temps que les dépenses de la bureaucratie étatique parasitaire (5). C'est pourquoi dès

(4) Il est caractéristique que précisément dans le domaine de la production des machines agricoles le plan de production pour l'année 1946 n'a pu être exécuté que dans la proportion de 78 %. (Voir le rapport publié par le Gosplan de l'Union Soviétique, le 21 janvier 1947, sur les « résultats de réalisation du plan », dans lequel le Ministère pour la construction des machines agricoles est placé au dernier rang.)

(5) « Précisément dans l'économie agraire, dans laquelle la consommation est si immédiatement liée à la production, la collectivisation a ouvert des possibilités grandioses pour le parasitisme de la bureaucratie et par là pour sa liaison avec les sommets des kolkhoz eux-mêmes. » (L. Trotski, *La Révolution traquée*, p. 153.)

cette époque le cours conciliateur a dû être remplacé par la politique de représailles contre les paysans. Notamment il s'est démontré clairement dès lors que la majorité écrasante de la paysannerie — malgré sa défaite catastrophique pendant la « bataille de la collectivisation » des années 1930-1932 — n'était pas du tout disposée à abandonner durablement la part du lion dans le produit de son travail à l'Etat (6) et que, après s'être relativement relevée, elle s'orienta vers l'utilisation de la concession arrachée à Staline et apparemment « inessentielle » des petites parcelles d'exploitation individuelle, pour la réduction la plus grande possible du travail à effectuer pour le kolkhoz, et tourna son intérêt principal vers la culture jardinière des petites parcelles, le bétail et la volaille privée (7). Point n'est nécessaire d'en chercher la raison dans « le penchant inné des paysans vers l'individualisme » ou dans leur « préférence inextinguible pour la propriété privée » : la chose s'éclaire beaucoup plus simplement par le fait amer que le système kolkhozien — malgré les progrès techniques indubitables — non seulement n'a pas pu assurer à la masse des paysans une élévation de leur standard de vie, mais a par contre abaissé celui-ci, et de plusieurs manières. L'exploitation mécanique extensive dans les kolkhoz pouvait en fait augmenter les surfaces cultivées et les rendements — mais n'était pas à même, *sous les exigences toujours croissantes de l'Etat*, de rendre à tel point que puissent être satisfaits aussi bien l'Etat que la paysannerie. Ceci d'autant plus, que le Gouvernement Soviétique, pour augmenter la productivité du travail a impulsé de toutes les manières la naissance dans le cadre du village d'une couche supérieure techno-bureaucratique, par quoi naturellement la partie du produit restant à la disposition de la masse des kolkhoziens est devenue encore plus petite. Il se produisit ainsi ce phénomène, au premier abord incompréhensible, que les paysans kolkhoziens, pour arriver à vivre d'une manière ou d'une autre ont dû consacrer infiniment de peine et de soins précisément à l'exploitation de leurs petites parcelles individuelles et que la plupart d'entre eux y ont cherché leurs moyens principaux

(6) Selon les données statistiques offertes par la presse soviétique elle-même, la participation de la paysannerie kolkhozienne au produit agricole ne peut pas être estimée à plus de 30 à 35 % du produit brut.

(7) D'autant plus que les prix du lait, du beurre, de la viande, des légumes, du tabac, etc., ne se trouvaient pas disproportionnés de manière aussi criante par rapport aux prix des articles de l'industrie citadine que ceux des céréales, de telle manière que l'élevage du bétail et le jardinage devaient paraître aux paysans beaucoup plus rémunérateurs.

d'existence (8). Il s'ensuivit non seulement que l'intérêt des paysans vis-à-vis du travail kolkhozien diminua constamment, mais aussi que la population excédentaire des campagnes — terrifiée par le standard de vie extrêmement bas du prolétariat urbain — ne montrait, malgré la surpopulation énorme du village russe, aucune tendance à passer à l'industrie, mais resta sur la terre, où elle se consacrait soit à la petite agriculture, soit aux métiers artisanaux paysans, ressuscités de nouveau. Evolution dont l'Etat, qui poursuivait précisément avec intensité sa politique d'industrialisation et d'armements et, par conséquent, avait besoin de toujours davantage de céréales, de matières premières agricoles et de nouvelles forces de travail puisées dans le village, ne pouvait nullement être satisfait, et à laquelle il tâcha dès le début de mettre fin. Il s'agissait, d'une part d'augmenter constamment la production kolkhozienne et, d'autre part, de transférer à l'industrie la population villageoise excédentaire. Ces deux objectifs ne pouvaient sous les conditions existantes être atteints que si l'on enlevait aux paysans la possibilité d'extension de leurs exploitations individuelles et si, en même temps, on introduisait aux kolkhoz un minimum de travail obligatoire, par lequel une partie des kolkhoziens serait enchaînée plus solidement au kolkhoz et une autre serait « rendue libre » pour l'industrie. C'était là le sens véritable de la loi du 27 mai 1939. Mais, en entreprenant la lutte contre les exploitations individuelles des paysans kolkhoziens, le Gouvernement Soviétique prouvait que le mot d'ordre qu'il avait si bruyamment proclamé sur l'« harmonie entre les intérêts individuels et sociaux des paysans » réalisée dans le kolkhoz n'était qu'une phrase vide, et qu'en réalité l'intérêt individuel des paysans devait être sacrifié à leur « intérêt social » (lisez : à l'intérêt de l'Etat). Et, puisqu'il obligeait par des mesures coercitives les paysans à travailler sur les terres kolkhoziennes, il démontrait que les kolkhoz n'étaient nullement des unions libres de producteurs terriens, mais plutôt des grandes exploitations capitalistes-étatique servant à leur exploitation. Ainsi le fait de la basse productivité du travail et de la pauvreté économique du pays a rendu caduque la solution *communautaire* du problème agraire russe vers laquelle on s'était orienté au début et a

(8) « Beaucoup de paysans kolkhoziens... tirent de leurs parcelles individuelles des revenus beaucoup plus importants que des kolkhoz », écrivait en 1939 le journal *Soc. Semledelije*. « Dans le kolkhoz Novyj Mir », nous nous dans les *Isvestia* du 31 octobre 1940, « le paysan kolkhozien Jazakin a fourni 250 journées de travail et sa femme 180. Mais leur parcelle individuelle leur a rapporté neuf fois ce qu'ils avaient gagné par leur travail au kolkhoz. »